SERVICE DE PRESSE

Communiqué conjoint du Président de la République française, Emmanuel Macron, et de la Chancelière fédérale d'Allemagne

Communiqué conjoint du Président de la République française, Emmanuel Macron, et de la Chancelière fédérale d'Allemagne, Angela Merkel, concernant la situation dans l'est de l'Ukraine, après leur entretien à Paris avec le Président de l'Ukraine, Petro Porochenko

(Paris, 11 novembre 2018)

Le Président de la République française, Emmanuel Macron, et la Chancelière fédérale d'Allemagne, Angela Merkel, se sont entretenus aujourd'hui à Paris avec le Président d'Ukraine, Petro Porochenko.

Le Président français et la Chancelière allemande, médiateurs dans le format Normandie, ont indiqué que les élections illégales et illégitimes dans certains territoires des régions de Donetsk et Louhansk - tenues ce dimanche 11 novembre en dépit de nombreux appels de la communauté internationale en vue de leur annulation – contredisaient l'esprit des accords de Minsk, ainsi que la déclaration signée par les quatre chefs d'Etat et de gouvernement du format Normandie en février 2015 pour accompagner le Paquet de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk.

Ils ont souligné que la conduite de ces soi-disant élections nuisait à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine.

Le Président français et la Chancelière allemande ont relevé que toute élection locale dans certains territoires des régions de Donetsk et Louhansk devait respecter les accords de Minsk, et donc se tenir en accord avec la législation ukrainienne et les standards de l'OSCE.

Ils se sont félicités de l'extension par le Parlement de l'Ukraine, sur une initiative du Président Porochenko, de la « Loi sur le statut spécial de gouvernement local autonome de certains territoires des régions de Donetsk et Louhansk » jusqu'au 31 décembre 2019. Ils se sont également félicités de l'annonce du Président Porochenko en vue de la finalisation du processus de désengagement de la zone de Stanytsia Luhanska.

Ils ont évoqué les prochaines discussions entre ministres des affaires étrangères, qui porteront notamment sur une possible mission sous mandat des Nations Unies.

Le Président de la République française et la Chancelière fédérale d'Allemagne ont rappelé les responsabilités de toutes les parties s'agissant du respect du cessez-le-feu, du désengagement, du retrait des armes lourdes, et de la mise en œuvre complète des accords de Minsk.

Ils soutiennent fermement la perspective d'un nouvel échange de détenus et de la libération de tous les prisonniers politiques avant la fin de l'année.